Le serment de l'expert

« Je jure d'apporter mon concours à la justice, d'accomplir ma mission, de faire mon rapport et de donner mon avis en mon honneur et ma conscience »

JOSEP PEÑARROJA FA
TRADUCTEUR ASSERMENTE
INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES EXPERTS JUDICIAIRES
AGRÉE PAR LA COUR DE CASSATION

0L1444080

CLASE 8.ª

Signature exempte de légalisation. Décret 2000/1277 du 26.12.2000

IURATA FIDES

Traduction Assermentée

Je soussigné, Josep Peñarroja Fa, agissant en ma qualité de traducteur assermenté pour les langues française, catalane et espagnole, expert agréé par la Cour de Cassation, inscrit sur la liste nationale des experts judiciaires dressée par le bureau de la Cour,

Atteste par les présentes, avoir reçu ce jour un document rédigé en langue catalane pour être traduit officiellement vers le français et

Certifie que la présente traduction est fidele au texte original libellé en langue catalane.

Visé par moi « ne varietur » sous le numéro 330-3

En foi de quoi, je délivre la présente traduction certifiée conforme et j'y appose ma signature et mon sceau officiel, pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Barcelone, le 23 février 2015.

TRADUCTEUR EXPERT

Josep Peñarroja Fa
Traductor Jurado

Pour vérifier les coordonnées de l'expert, consulter le site de la Cour de Cassation www.courdecassation.fr Information et Services

TRADUCTION ASSERMENTÉE

[Coordonnées]

[Cachet et signature de Me Jesús Julián FUENTES MARTÍNEZ]

NUMÉRO CENT QUARANTE ET UN (141)

ACTE DE PASSATION, EN LA FORME AUTHENTIQUE, DES DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA « FUNDACIÓ PRIVADA MÓN – 3 » : MODIFICATION DES STATUTS.

Barcelone, lieu de ma résidence, le vingt-quatre janvier deux mille douze.

Par-devant moi, **Me JESÚS JULIÁN FUENTES MARTÍNEZ**, notaire de la Chambre des notaires de Catalogne,

A COMPARU :

Mme MARÍA TERESA SIRERA GONZÁLEZ, majeure, de nationalité espagnole, célibataire, de profession technicienne de coopération, domiciliée, aux fins de la présente, à Barcelone (08034), Avenida Diagonal, n° 690, et titulaire du D.N.I./N.I.F. (Document national d'identité/Numéro d'identification fiscale) **46.225.984-D.**

ELLE INTERVIENT au nom et pour le compte, en qualité de secrétaire du Conseil d'administration, de la Fondation privée régie par la législation du gouvernement régional de Catalogne dénommée « **FUNDACIÓ PRIVADA MÓN – 3** », sise à Barcelone (08034), Avenida Diagonal, número 690 ; cette fondation a été constituée par acte authentique établi par-devant le notaire de Sant Feliu de Llobregat, aujourd'hui notaire de Barcelone, Me Jesús-Julián Fuentes Martínez, le 3 octobre 1994, à la minute numéro 997. Elle a été INSCRITE au Registre des fondations privées du gouvernement régional de Catalogne au numéro 843 et est titulaire du C.I.F. (Code d'identification fiscale) n° G-60.669.579.

Selon les déclarations de la comparante, la finalité de la fondation consiste en : « L'étude et la recherche sur la problématique du sous-développement, la mondialisation de

l'économie et ses conséquences d'un point de vue interdisciplinaire, l'éducation pour le développement et la coopération intégrale pour le développement, le tout dans le but de construire une société plus juste, solidaire et égalitaire au niveau mondial ».

Les facultés de représentation de la comparante, aux fins du présent acte, résultent de sa qualité de secrétaire du Conseil d'administration, fonctions qui lui ont été confiées sur nomination du Conseil d'administration du 15 juillet 2009, tel que consigné dans le procès-verbal de comparution au siège de l'Autorité de contrôle des fondations du gouvernement régional de Catalogne le 12 juillet 2011, signé par la comparante, MARÍA TERESA SIRERA GONZÁLEZ, et par l'employée du Service de coordination technique et de conseil des entités de droit public du gouvernement régional de Catalogne, qu'elle me remet.

La comparante est expressément autorisée à souscrire le présent acte en vertu de la décision du Conseil d'administration de la Fondation, tel que consigné dans le certificat dressé en la forme authentique (DOCUMENT 1).

Elle déclare que la Fondation est dépourvue de titulaire réel au sens de la loi 10/2010, compte tenu de sa nature de fondation.

Conformément à l'article 98.1 de la loi 24/2001, J'ATTESTE que, selon moi et sous mon entière responsabilité, les pouvoirs de représentation qui m'ont été démontrés sont suffisants en vue L'ÉTABLISSEMENT, EN LA FORME AUTHENTIQUE, DES DÉCISIONS DE LA FONDATION : MODIFICATION DES STATUTS, auquel se réfère le présent acte, et tel qu'il résulte du document notarié susmentionné. En outre, conformément à la décision du 12 avril 2002, J'ATTESTE ET CONSIGNE que ladite secrétaire est spécialement et suffisamment autorisée à procéder à la présente opération juridique, selon la portée et dans les limites de ses facultés.

TRADUCTION ASSERMENTÉE

Après m'être assuré que les pouvoirs de représentation de la comparante sont toujours en vigueur, que la capacité civile de sa commettante n'a pas varié, que les données d'identification de cette dernière, en particulier sa finalité et son domicile, n'ont pas subi de modifications, je juge qu'elle jouit, ès qualités, de la capacité légale nécessaire à l'établissement du présent acte et, à cet effet,

DÉCLARE :

I.- Que le Conseil d'administration de la Fondation a adopté, à l'unanimité, les décisions consignées dans le certificat qu'elle me remet aux fins de passation en la forme authentique en vertu du présent acte (DOCUMENT 1), que les signatures apposées en bas de page dudit certificat, par la comparante, Mme MARÍA TERESA SIRERA GONZÁLEZ, et par Mme IRENE MAESTRO YARZA, en qualité de secrétaire et présidente, respectivement, du Conseil d'administration de la Fondation, que je connais et juge légitimes. Ces décisions consistent principalement en :

-. Modification des statuts sociaux de la Fondation, compte tenu des différentes observations et suggestions de modification introduites dans le texte initial desdits statuts par le Département de justice du gouvernement régional de Catalogne.

Le tout, dans les termes et les conditions établis dans ledit certificat, dont le contenu est entendu comme intégralement reproduit dans la présente afin d'éviter toute répétition inutile.

II.- Qu'en exécution de ces décisions,

ELLE STIPULE :

PREMIÈREMENT. PASSATION EN LA FORME AUTHENTIQUE.- La comparante, ès qualités, dresse en la forme authentique les décisions adoptées par le Conseil d'administration de la Fondation, dans les termes résultant du certificat également dressé en la forme authentique.

DEUXIÈMEMENT.- DEMANDE D'INSCRIPTION.- Il est expressément demandé à ce que cet acte authentique soit inscrit au Registre des fondations du gouvernement régional de Catalogne.

TROISIÈMEMENT.- PRÉSENTATION AUX REGISTRES PERTINENTS.- En vertu de l'article 249, paragraphe 1, alinéa 2, du règlement notarial en vigueur, et CONFORMÉMENT À LA DEMANDE ET À LA VOLONTÉ EXPRESSES DES PARTIES INTÉRESSÉES, l'établissement du présent acte NE SERA PAS communiqué, par voie télématique, dans les termes et les effets prévus à l'article précité, aux registres pertinents.

ÉTABLISSEMENT ET AUTORISATION

Telle est la volonté de la comparante, à qui je fais verbalement part des réserves et mises en garde légales, en particulier les dispositions fiscales et l'inscription obligatoire du présent acte au Registre des fondations du gouvernement régional de Catalogne.

La comparante ayant été informée de son droit de choisir la langue officielle dans laquelle serait rédigé le présent acte authentique, conformément à l'article 14 de la loi 1/1998, du 7 janvier 1998, sur la politique linguistique, le présent acte a été rédigé dans la langue officielle choisie par ladite comparante.

PROTECTION DES DONNÉES.- En vertu de la loi organique 15/1999, sur la protection des données à caractère personnel, la comparante a été informée et accepte l'incorporation de ses données dans les fichiers automatisés de cette étude de notaire, lesquelles seront conservées de manière confidentielle, sous réserve des communications obligatoires pertinentes.

Je lis le présent acte à la comparante, selon son choix, après l'avoir informée de son droit de le lire par elle-même, droit auquel elle renonce ; elle y exprime son consentement et le signe avec moi, le notaire, que j'ai identifiée au moyen du document d'identité indiqué dans la partie du présent acte

relative à l'identité des comparants, et juge qu'elle jouit, selon moi, de la capacité et de la qualité pour agir, que son consentement a été librement prêté et que l'établissement du présent acte et de son contenu est conforme à la légalité et à la volonté dûment éclairée de la comparante, lequel est établi en QUATRE (4) feuillets de papier timbré exclusif pour documents notariés, au numéro de la présente page et aux numéros corrélatifs postérieurs. DONT ACTE

Est apposée la signature de la comparante. Signé : Me JESÚS JULIÁN FUENTES MARTÍNEZ - Paraphé et cacheté.

DOCUMENTS JOINTS

[Signature et cachet de Me Jesús Julián Fuentes Martínez, notaire de Barcelone]

Mª Teresa Sirera González, titulaire du D.N.I. 46.225.984D, intervenant en qualité de secrétaire de la Fundación Privada Món-3, dont le siège est sis à Barcelone, Avenida Diagonal, 690 :

CERTIFIE :

Que lors de la réunion extraordinaire du Conseil d'administration de la Fondation tenue le 14 janvier 2012, ont été adoptées les décisions suivantes :

« Conformément à la loi 5/2011, du 19 juillet 2011, portant modification de la loi 4/2008, du 24 avril 2008, du Livre Trois du Code civil de Catalogne, relatif aux personnes morales, obligeant les fondations catalanes à se conformer à certaines règles, et compte tenu que la loi 5/2011, du 19 juillet 2011, modifiant le premier paragraphe de la disposition transitoire de ladite loi, le délai fixé pour s'y conformer a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2012.

Compte tenu également de la procédure engagée par la Fundación Món-3 en vue d'obtenir la certification O.N.G.D. spécialisée dans le développement rural et agricole par l'Agence espagnole de coopération internationale et de développement (AECID), laquelle exige que la spécialisation en vue de laquelle est demandé ce statut figure expressément dans les statuts de l'O.N.G.D.

Enfin, compte tenu de l'ancienneté des actuels statuts sociaux, rédigés il y a plus de 15 ans de cela, fortement emprunts de la volonté initiale de la Fondation, avant l'apparition de phénomènes alors inconnus lors de la création de la Fondation, tels que l'actuelle révolution des T.I.C., l'explosion des réseaux sociaux, etc.

Il convient de réformer en profondeur ses statuts afin de les adapter non seulement aux exigences de la loi 4/2008 susmentionnée, ou aux demandes de l'AECID concernant la certification d'O.N.G.D. spécialisée, mais également pour améliorer le fonctionnement interne de l'entité, sa capacité d'adaptation aux circonstances changeantes de son environnement et sa capacité de continuer à mener son activité pour atteindre les objectifs et finalités en vue desquels elle a été créée.

TRADUCTION ASSERMENTÉE

Enfin, étant donné qu'un premier projet des statuts de la Fondation a été remis au Département de justice du gouvernement régional de Catalogne, pour que celui-ci s'exprime en amont sur la pertinence et la validité juridique des termes dans lesquels ce projet a été rédigé, et compte tenu du fait que ce Département a formulé différentes observations et suggestions de modification, celles-ci ont été incorporées au projet initial et,

Par conséquent, le Conseil d'administration, réuni en séance extraordinaire, avec la présence de ses sept membres, y compris celle de la présidente et de la secrétaire,
Mme Irene Maestro Yarza, titulaire du D.N.I. n° 36.935.498M,
Mme Mª Teresa Sirera González, titulaire du D.N.I. n° 46.225.984D,
M. Javier Martínez Peinado, titulaire du D.N.I. n° 22.912.466G,
M. Xavier Navarro Pérez, titulaire du D.N.I. n° 38.490.420N,
M. Albert Ricart López, titulaire du D.N.I. n° 37.445.190V,
M. Bernardo Rodríguez Álvarez, titulaire du D.N.I. n° 11.893.192F,
M. José M. Ruiz Vilallonga, titulaire du D.N.I. n° 46.685.644Z,

a approuvé, à l'unanimité, la refonte générale de ses statuts, dans les termes suivants :

Article 1er – La Fondation est dénommée « **Fundació Privada Món-3** », et est régie par la législation du gouvernement régional de Catalogne et par les autres dispositions légales applicables.

Article 2 – La Fondation jouira d'une personnalité morale propre et de la pleine capacité juridique une fois légalement constituée, sans autres limites que celles expressément imposées par la législation en vigueur ou les présents statuts.

Article 3 – La Fondation a pour objet l'étude et la recherche sur la problématique du sous-développement, la mondialisation de l'économie et ses conséquences d'un point de vue interdisciplinaire, l'éducation pour le développement et la coopération intégrale pour le développement, le tout dans le but de construire une société plus juste, solidaire et égalitaire au niveau mondial.

Article 4 – Conformément à ces objectifs, la Fondation réalisera les activités suivantes :

a) Établir des programmes d'études et de recherche sur le développement et le sous-développement, la mondialisation de l'économie et ses conséquences, tant au niveau social qu'environnemental, économique, politique, migratoire, etc. ;

b) Organiser des activités de sensibilisation à tous les niveaux, en particulier au niveau éducatif ;

c) Offrir des services par le biais d'activités de formation, l'accès à des ressources et des informations générales en matière de coopération et d'éducation pour le développement, l'assistance technique, etc. ;

d) Promouvoir des échanges d'expériences et d'informations avec d'autres institutions et organismes nationaux et internationaux ;

e) Mener à bien des projets de coopération au développement dans les pays les moins développés du Tiers-monde, en particulier au niveau du développement rural et de l'agriculture, secteur de spécialisation de la Fondation ;

f) Et prêter tous les services à la jeunesse, susceptibles de contribuer à l'orienter vers la solidarité, le bénévolat et l'engagement social ainsi que la coopération internationale pour le développement humain.

Article 5 – La Fondation est établie à la Faculté d'économie et des entreprises de l'Université de Barcelone, sise à Barcelone, Avenida Diagonal, 690.

Article 6 – La Fondation exerce principalement ses fonctions en Catalogne.

Article 7 – Toutes les personnes ou institutions susceptibles d'être concernées ou faire l'objet des actions de solidarité conduisant à des interventions en termes de coopération au développement humain, et encourageant le respect et l'entente entre les cultures et les peuples du monde, tant dans le Tiers-monde que dans notre pays, spécialement auprès des jeunes d'Espagne et du monde, aux personnes auxquelles s'adressent tous ces services à la jeunesse et pouvant contribuer à l'orienter vers la solidarité, le bénévolat et l'engagement social ainsi que la coopération internationale pour le développement humain, bénéficieront de l'aide de la Fondation.

TRADUCTION ASSERMENTÉE

Article 8 – La Fondation est régie par la volonté de ses fondateurs, directement ou indirectement exprimée dans les présents statuts ou sa Charte, par les dispositions fixées par l'Autorité de contrôle des fondations et les règlements qui lui sont applicables.

Article 9 – Les biens et recettes de la Fondation seront entendus comme affectés et attribués, de manière directe et immédiate, à la réalisation de ses finalités, dès lors qu'ils ne sont pas destinés à augmenter sa dotation.

Article 10 – La dotation de la Fondation est constituée par les biens indiqués dans sa Charte. Toutefois, les autres biens et droits que la Fondation acquiert à cette fin, et à un titre quelconque, pourront être incorporés à cette dotation.

Article 11 – Les recettes du capital de la Fondation et autre revenus ne faisant pas partie de la dotation de la Fondation seront destinés, dans les limites fixées par la législation en vigueur, à la réalisation des finalités poursuivies par la Fondation.

Article 12 – Dans l'hypothèse où, en cas d'apports, d'héritages, legs et subventions, la forme dans laquelle ils seront attribués au patrimoine de la Fondation n'est pas précisée, le Conseil d'administration pourra décider, selon ses propres critères, de les intégrer dans la dotation ou de les destiner directement à la réalisation des finalités de la Fondation, conformément à la législation en vigueur.

Article 13 – Le Conseil d'administration veillera au rendement optimal de son patrimoine ; pour ce faire, la Fondation pourra réaliser les investissements que la prudence recommande et céder des biens de faible rentabilité, en ayant effectué, le cas échéant, les démarches préalables nécessaires.

Article 14 – Les exercices comptables débuteront le premier janvier de chaque année et finaliseront le trente et un décembre. Chaque année, concernant la clôture de l'exercice, le Conseil d'administration, devra procéder à l'inventaire et aux comptes annuels de manière simultanée et afin de refléter fidèlement la situation patrimoniale de la Fondation.

Article 15 –

1. Les comptes annuels forment une unité et devront être intégrés par :

a) Le bilan comptable, à la date de clôture de l'exercice, devant préciser clairement les biens ou éléments composant la dotation ou financés par cette dotation.

b) Le compte de résultat.

c) L'état des modifications dans le patrimoine net.

d) L'état des flux de trésorerie.

e) Le mémoire dans lequel les informations comprises dans le bilan et le compte de résultat doivent être complétées, élargies et commentées, en devant préciser les activités réalisées conformément aux finalités de la fondation et, en particulier :

Premièrement. Le nombre de bénéficiaires et les services qu'ils ont reçus.

Deuxièmement. Les ressources provenant des autres exercices restant à attribuer, le cas échéant.

Troisièmement. Le détail des sociétés liées majoritairement, en indiquant la part de participation.

2. Les documents composant les comptes doivent être approuvés par le Conseil d'administration durant les six mois suivant la date de clôture de l'exercice et signés par le secrétaire, avec l'approbation du président.

3. Les comptes doivent être présentés à l'Autorité de contrôle des fondations dans un délai de 30 jours à compter de leur approbation par le Conseil d'administration.

Article 16 – 1. La représentation, la direction et l'administration de la Fondation incombent au Conseil d'administration, sous réserve de sa faculté de déléguer ces fonctions dans les limites fixées par la loi, aux membres ou à une Commission permanente composée d'une partie de ses membres ou au directeur de la Fondation.

2. Les compétences suivantes ne sauraient être déléguées :

a) La modification des statuts.

b) La fusion, scission ou dissolution de la Fondation.

c) L'élaboration et l'approbation du budget et des documents intégrant les comptes annuels.

d) Les actes de disposition concernant les biens qui, dans leur ensemble ou individuellement, représentent une valeur supérieure à un vingtième de l'actif de la Fondation, hormis dans le cas de vente de titres faisant l'objet d'une cotisation officielle, pour un prix inférieur au prix de la

cote. En outre, des procurations peuvent être établies pour l'établissement de l'acte correspondant dans les conditions définies par le Conseil d'administration.
e) Et toutes les compétences ne pouvant pas être déléguées selon la législation en vigueur.

Toutes les facultés susmentionnées sont considérées sous réserve de l'obtention de l'autorisation de l'Autorité de contrôle des fondations, dans la mesure où celle-ci serait obligatoire.

Article 17 – Le Conseil d'administration est constitué d'un nombre minimum de cinq membres et d'un maximum de trente-cinq.

Article 18 –
1. La durée des fonctions d'un membre est indéterminée.
2. Les postes vacants au Conseil d'administration, en cas de vacance des membres, seront couverts sur désignation, à l'unanimité, des membres restants, si ces derniers le jugent opportun, et de manière obligatoire si le nombre de membres était réduit à moins de cinq personnes.

Article 19 – Les membres du Conseil d'administration exerceront leurs fonctions à titre gratuit. En outre, ils pourront être indemnisés pour les frais engendrés dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 20 – Le Conseil d'administration exercera les facultés suivantes :
a) Représenter la Fondation au niveau judiciaire et extrajudiciaire, dans toutes sortes d'actes et de contrats, et auprès de l'Administration ou de tiers, sans exception. De surcroît, il pourra adopter les normes et règlements complémentaires aux statuts, s'il l'estime nécessaire.
b) Réaliser toutes sortes d'opérations juridiques, actes d'administration, de disposition ou de propriété, dans les limites et conformément aux dispositions légales applicables et aux règles fixées dans sa Charte.
c) Établir et approuver les documents mentionnés dans ces statuts.
d) Diriger les activités de la Fondation, administrer ses biens et mettre en œuvre les ressources nécessaires à la réalisation de ses finalités.
e) Nommer et congédier le personnel travaillant dans la Fondation, et fixer leur rémunération. Il pourra également nommer des mandataires généraux, en qualité de directeur ou toute autre qualité, ou nommer des mandataires spéciaux, représentant la Fondation dans toutes ses interventions, avec les facultés nécessaires et pertinentes pour chaque situation.

f) Les autres facultés conférées par les dispositions légales et les présents statuts.

Toutes les facultés susmentionnées sont considérées sous réserve de l'obtention de l'autorisation de l'Autorité de contrôle des fondations, dans la mesure où celle-ci serait obligatoire.

Article 21 – 1.- Le Conseil d'administration se réunira au minimum une fois tous les 12 mois, et toutes les fois où l'intérêt de la Fondation l'exige.

2.- La convocation sera réalisée par le président, de sa propre initiative et dès lors qu'un quart des membres du Conseil d'administration en font la demande, en indiquant clairement les questions à traiter. Dans cette dernière hypothèse, la réunion devra être convoquée selon l'urgence nécessaire des questions à traiter et, en tout état de cause, dans les quinze jours suivant la réception de la demande.

3.- Les réunions doivent être convoquées dans un délai minimum de 10 jours préalables, et sera valablement constituée lorsque la majorité de ses membres y sont présents en première convocation, et que cinq de ses membres y sont présents en seconde convocation, et adoptera les décisions à la majorité des votes des assistants. Chaque membre bénéficie d'un vote et, en cas d'égalité de votes, le vote du président de la réunion sera décisif.

4.- Il ne sera pas nécessaire de procéder à une convocation lorsque tous les membres de l'organe d'administration sont présents et que ces derniers acceptent à l'unanimité de tenir séance.

5.- En cas d'absence injustifiée, durant cinq ans, et à l'occasion, en outre, de trois réunions du Conseil d'administration dûment convoqué, le Conseil sera autorisé à considérer cette absence comme une démission du Conseil.

6.- Au début des réunions du Conseil d'administration, un groupe composé du président et du secrétaire de la Fondation sera constitué, lequel présidera la session ; les différents points de l'ordre du jour seront abordés et les tours de parole seront répartis selon l'ordre de demande d'intervention des membres, jusqu'à épuisement des demandes de prise de la parole. Ensuite, et en cas de besoin de se prononcer par vote sur une quelconque question, en vertu d'une obligation légale ou la volonté expressément exprimée par un des membres, le président

formulera clairement les différentes alternatives de vote, et il sera procédé au vote, le secrétaire effectuant le décompte des votes qui sera consigné dans le procès-verbal correspondant. L'approbation du procès-verbal des réunions obéira à la même procédure : la lecture du procès-verbal sera faite par le président, qui donnera la parole aux membres en ayant fait la demande pour présenter des amendements, si besoin est ; il sera procédé au vote des amendements présentés conformément à la procédure susmentionnée et, enfin, le secrétaire amendera ou ratifiera le projet du procès-verbal présenté au Conseil d'administration, conformément au résultat des votes des différents amendements qui ont pu être présentés. L'approbation du procès-verbal de chaque réunion se déroulera lors de la réunion du Conseil d'administration de la Fondation suivante, en tant que premier point de l'ordre du jour, et selon la procédure susmentionnée.

Article 22 – Le Conseil d'administration désignera, parmi ses membres : un président, un vice-président qui remplacera ce dernier en cas d'absence, de maladie ou d'impossibilité, et un secrétaire. Il pourra désigner une personnalité reconnue en tant que président d'honneur.

Les membres du Conseil d'administration assumant les fonctions de direction, de gestion, d'administration, pourront être rémunérés pour l'exercice de leurs activités dans le cadre d'une relation contractuelle, y compris les activités salariées. Or, si les circonstances prévues à l'article 332-2.1 du Livre Trois du Code civil de Catalogne, concernant les personnes morales, sont réunies, les membres ne pourront avoir aucune relation de travail ou professionnelle rémunérée avec la Fondation.

Le directeur de la Fondation, le cas échéant, doit exécuter les décisions du Conseil d'administration, sous réserve des délégations convenues par cet organe. En tout état de cause, il lui incombe d'assurer la direction administrative de la Fondation, et y compris de diriger le personnel et de tenir la comptabilité.

Article 23 –

Un membre peut être démis de ses fonctions pour les motifs suivants :

a) Manquement manifeste aux obligations inhérentes à l'exercice de ses fonctions.

b) Agir manifestement contre les intérêts de la Fondation et de ses finalités.

c) Faire preuve d'une attitude ou d'un comportement allant manifestement à l'encontre des principes de la Fondation.

Article 24 –

1.- Il incombe au président de :

a) Convoquer les réunions du Conseil d'administration, conformément à l'article 21, et fixer l'ordre du jour.

b) Diriger les débats, proclamer le résultat des votes et clore les sessions.

c) Signer, avec le secrétaire, les procès-verbaux des décisions adoptées par le Conseil d'administration et vérifier les certificats dressés par le secrétaire.

2.- Il incombe au secrétaire de :

a) Tenir et conserver le registre des procès-verbaux et des documents de la Fondation.

b) Rédiger les procès-verbaux et les signer, conjointement avec le président.

c) Dresser des certificats littéraux, des extraits et des attestations concernant les procès-verbaux adoptés, avec l'approbation du président.

Article 25 – Le Conseil d'administration, pour des raisons justifiées, peut décider de modifier ces statuts, et d'opter pour la fusion ou l'agrégation de la Fondation à d'autres finalités analogues. Dans ces hypothèses, l'accord des deux tiers des membres du Conseil d'administration sera requis.

Article 26 –

1.- L'extinction de la Fondation pourra être décidée par le Conseil d'administration, sur décision des deux tiers de ses membres, lorsque les circonstances conduisent raisonnablement à conclure du besoin d'une telle dissolution ou lorsque cette dernière est justifiée, en tenant compte de la volonté des fondateurs consignée dans l'acte constitutif et ces statuts.

2.- L'extinction de la Fondation entraînera la cession globale de tous les actifs et passifs, et devra être réalisée par le Conseil d'administration et les liquidateurs désignés ou, le cas échéant, par l'Autorité de contrôle des fondations. Cette cession globale, une fois l'actif et le passif déterminés, et sur autorisation préalable de l'Autorité de contrôle des fondations, sera destinée aux entités suivantes :

a) Une fondation, une entité publique ou toute autre entité sans but lucratif ayant des fins similaires à celles de la Fondation, de préférence celles de son domicile ou, à défaut, celles se trouvant dans sa région et ayant des finalités similaires.
b) Les autres entités autorisées par l'Autorité de contrôle des fondations, en l'absence des entités visées au point précédent.

3.- En cas d'impossibilité de procéder à une cession globale, les actifs et passifs seront liquidés et l'avoir résultant de la procédure établie au paragraphe précédent devra être cédé.

Article 27 – En tout état de cause, l'adoption des décisions prévues aux articles précédents et leur exécution devront être autorisées par l'Autorité de contrôle des fondations.

Article 28 – Les membres et personnes visées à l'article 312-9.3 du Livre Trois du Code civil de Catalogne, relatif aux personnes morales, s'abstiendront de participer dans tout type d'opérations et activités financières susceptibles de compromettre leur objectivité dans la gestion de la Fondation.
Durant les deux ans suivant leur cessation, les membres ne pourront pas exercer de services dans des entreprises ou sociétés privées dans lesquelles la Fondation possède des parts.
Chaque année, le Conseil d'administration rendra un rapport sur les situations de conflit d'intérêts ayant pu se produire et les mesures qui seront adoptées afin de garantir l'objectivité des décisions et des accords adoptés. Ce rapport sera joint, en tant qu'annexe, aux comptes annuels de chaque exercice.

Disposition finale – Toutes les circonstances non prévues par les présents statuts seront régies par la loi locale catalane 4/2008, du 2 août 2008, sur les fondations, et la loi 4/2008, du 24 avril 2008, du Livre Trois du Code civil de Catalogne, concernant les personnes morales, ainsi que les dispositions qui, à l'avenir, seraient adoptées pour les remplacer, les compléter ou les modifier.

En outre, le secrétariat de la Fondation a été chargé de réaliser les démarches pertinentes pour que cette modification soit inscrite au Registre correspondant du gouvernement régional de Catalogne.

Pour valoir ce que de droit, et à toutes fins utiles, je dresse le présent certificat.

Fait à Barcelone, le 14 janvier 2011.

[Signature]
Mme Teresa Sirera González
Secrétaire

Approbation
[Signature]
Mme Irene Maestro Yarza
Présidente

[Signature]

[Cachet de Me Jesús Julián Fuentes Martínez, notaire de Barcelone, apposé sur toutes les pages]

TRADUCTION ASSERMENTÉE

La présente copie est la reproduction fidèle de son original, que je dresse au profit de la « **Fundació Privada Món-3** » en huit feuillets de papier timbré exclusif pour documents notariés, de la même série que la présente page et numérotés en ordre corrélatif ascendant, et que moi, le notaire soussigné, signe, paraphe et cachète. Fait à Barcelone, le vingt-quatre janvier deux mille douze. DONT ACTE.

[Signature]
[Cachet de Me Jesús Julián Fuentes Martínez, notaire de Barcelone]
[Cachet du Conseil général du notariat espagnol, n° 0162532960]

Gouvernement régional de Catalogne
Département de justice
Direction générale du droit et des entités juridiques

Je certifie que, conformément à la décision du directeur général du droit et des entités juridiques (sur délégation du responsable du Département de justice, en vertu de la décision JUS/1411/2005, du 11/04/2005, DOGC 4382 du 11/05/2005), consignée ci-après, l'adoption de la loi 4/2008, du 24 avril 2008, du Livre Trois du Code civil de Catalogne, concernant les personnes morales, ainsi que la modification des statuts de la Fondation indiquée ci-après et son texte refondu, son approuvés et inscrits au Registre des fondations du gouvernement régional de Catalogne.

Nom de la Fondation :
Fundació Privada Món – 3
Numéro d'inscription : 843
Date de décision : 15/02/2012
La Responsable du service de publicité du Registre
Date : 17 février 2012

D. A. 3 L. 8/89 Document non assujetti.
(Acte sans assiette)

AR5166980

NOTARIA RAMBLA 55
Rbla. Catalunya 53-55,2º
08007 Barcelona
Tfno.: 93 488 14 10
Fax: 93 488 12 78

NÚMERO CENT QUARANTA-U (141)

ESCRIPTURA D'ELEVACIÓ A PÚBLICS D'ACORDS DEL PATRONAT DE LA "FUNDACIÓ PRIVADA MÓN - 3": MODIFICACIÓ DE LA REDACCIÓ DELS ESTATUTS. ----------

A Barcelona, la meva residència, a vint-i-quatre de gener de dos mil dotze. ----------

Davant meu, **JESUS JULIAN FUENTES MARTINEZ**, Notari de l'Il·lustre Col·legi de Catalunya, ----------

C O M P A R E I X: ----------

La senyora **MARIA TERESA SIRERA I GONZALEZ**, major d'edat, de nacionalitat espanyola, soltera, de professió tècnica en Cooperació, amb domicili a aquests efectes a Barcelona (08034), i amb domicili a l'Avinguda Diagonal, número 690 i titular del DNI/NIF 46.225.984-D. ----------

INTERVÉ en nom i representació, en qualitat de Secretària del Patronat de la Fundació privada subjecta a la legislació de la Generalitat de Catalunya, que es denomina "FUNDACIÓ PRIVADA MÓN - 3", té el seu domicili a Barcelona (08034), Avinguda Diagonal, número 690, fou constituïda mitjançant escriptura autoritzada pel Notari que va ser de Sant Feliu de Llobregat, Sr. Notari de Barcelona, el senyor Jesús-Julián Fuentes Martínez, el dia 3 d'octubre de 1.994 amb el número 997 del seu protocol. INSCRITA amb el número 843 en el Registre de Fundacions Privades de la Generalitat de Catalunya i té assignat el CIF G-60.669.579. ----------

Que segons manifesta la senyora compareixent la finalitat fundacional consisteix en: *"L'estudi, recerca sobre la problemàtica del subdesenvolupament, la mundialització de l'economia i les seves conseqüències des d'un enfocament interdisciplinari, la lluita pel desenvolupament i la cooperació integral i el desenvolupament, tot això adreçat a assolir una societat més justa, solidària i igualitària a nivell mundial."*.

Resulta la seva representació per a aquest acte de la seva expressada condició de Secretària del Patronat, càrrec pel que fou nomenada per acord del Patronat amb data 15 de juliol de 2009, segons consta a l'acta de compareixença a la seu del Protectorat de la Generalitat de Catalunya amb data 12 de juliol de 2011 nomenada per la senyora compareixent, MARIA TERESA SIRERA I GONZALEZ, i per la tècnica del Servei de Coordinació Tècnica i Assessorament d'Entitats de Dret Pú-

CLASE 8ª
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO

OL4785630
OL6041951

06/2011

AR5166979

blic de la Generalitat de Catalunya, que m'exhibeix. -

Expressament facultada per a aquest atorgament per acord del Patronat de la Fundació, segons consta a la certificació protocol·litzada (DOCUMENT 1). ----------

Declara que la fundació no té titular real als efectes de llei 10/2010, atesa la seva naturalesa de fundació. ----------

De conformitat amb el que disposa en l'article 98.1 de la Llei 24/2001, FAIG CONSTAR, que, a judici meu i sota la meva responsabilitat, son suficients les facultats representatives que m'han estat acreditades per al negoci D'ELEVACIÓ A PÚBLICS D'ACORDS FUNDACIONALS: MODIFICACIÓ DE LA REDACCIÓ DELS ESTATUTS, a que es refereix el present instrument públic, segons resulta del document autèntic ressenyat. Tanmateix, en compliment de la Resolució de 12 de abril de 2.00[illegible] DONO FE I FAIG CONSTAR que l'esmentada Secretària està específicament i suficientment facultada per a [illegible] terme dit negoci que es troba dins de la extensió i límits que li han estat fixats. ----------

Prèvia asseveració de la senyora compareixent de la plena vigència de les seves facultats representatives, de que no ha varia la capacitat civil de la seva representada, i de que les dades d'identificació de aquella, i especialment, la seva finalitat fundacional i el seu domicili, no ha variat respecte del consignat, la jutjo, segons intervé, amb la capacitat legal necessària per aquest acte, i a l'efecte, ----------

E X P O S A: ----------

I.- Que el Patronat de la Fundació va adop[illegible] unanimitat els acords que consten en la certi[illegible] que em lliura per a protocol·litzar amb la [illegible] (DOCUMENT 1), les firmes posades al peu de la [illegible] per la senyora compareixent, MARIA TERESA S[illegible] GONZALEZ, i per la senyora IRENE MAESTRO I YARZA, [illegible] a Secretària i Presidenta del Patronat de la Fundació, respectivament, conec i estimo legítimes; acords consistents principalment en: ----------

-. Modificació de la redacció dels estatuts de la Fundació, tenint en compte les diferents observacions i suggeriments de modificació incorporats a la redacció inicial dels mateixos pel Departament de Justícia de la Generalitat de Catalunya. ----------

I tot allò en els demés termes i condicions que

CLASE 8ª

0,03 EUROS

OL4785629

OL6041950

consten en l'esmentada certificació; el contingut de la mateixa es dóna aquí per íntegrament reproduït per evitar repeticions innecessàries. ----------

II.- Que en execució dels esmentats acords, ------

A T O R G A: ----------

PRIMER. ELEVACIÓ A PÚBLIC.- La senyora compareixent, en la representació que ostenta, eleva a públics els acords adoptats pel Patronat de la Fundació, en els termes que resulten de la certificació protocol·litzada. ----------

SEGON.- SOL·LICITUD D'INSCRIPCIÓ.- Es sol·licita expressament la inscripció d'aquesta escriptura en el Registre de Fundacions de la Generalitat de Catalunya.

TERCER.- PRESENTACIÓ A DIARI: De conformitat amb allò previst al primer paràgraf de l'apartat segon de l'article 249 del vigent Reglament Notarial, PEROQUE AIXÍ HO REQUEREIX I MANIFESTA EXPRESSAMENT LES PARTS INTERESSADES, l'atorgament de la present escriptura NO es comunicarà de forma telemàtica en els termes i amb els efectes que resulten de l'esmentat article als Registres pertinents. ----------

ATORGAMENT I AUTORITZACIÓ ----------

Així ho diu i atorga la senyora compareixent, a qui, de paraula, faig les reserves i advertències legals, en especial les fiscals i la de l'obligatorietat d'inscripció de la present escriptura al Registre de Fundacions de la Generalitat. ----------

Advertida la senyora atorgadora del dret que li assisteix a l'elecció de la llengua oficial que ha de redactar-se la present escriptura, d'acord amb l'article 14 de la Llei 1/ 1. 998 de 7 de Gener, de política lingüística, el present document s'ha redactat en la llengua oficial escollida per la mateixa. ------

PROTECCIÓ DE DADES.- D'acord amb el que disposa la Llei Orgànica 15/1999, de Protecció de dades de caràcter personal, la senyora compareixent queda informada i accepta la incorporació de les seves dades als arxius automatitzats existents a la Notaria, que es conservaran en la mateixa amb caràcter confidencial, sense perjudici de les remissions que s'han de complir obligatòriament. ----------

Llegeixo aquesta escriptura a la senyora compareixent per la seva elecció, prèviament advertida del seu dret a fer-ho per ella mateixa, al qual renuncia, la

CLASE 8ª
CLASE 8ª
TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
0L4785628
0L6041949

PAPEL EXCLUSIVO PARA DOCUMENTOS NOTARIALES

06/2011

AR5166977

Doc1

NOTARIA DE D. JESUS JULIAN FUENTES MARTINEZ
BARCELONA

troba conforme i signa amb mi, el Notari, que d'haver-la identificat amb el document assenyalat a la compareixença, de que sota el meu judici te capacitat i legitimació, que el consentiment ha estat lliurement prestat i que l'atorgament s'adequa a la legalitat i a la voluntat degudament informada de l'atorgadora, i de tot el contingut en el present instrument públic, estès en QUATRE (4) folis de paper timbrat, exclusiu per a documents notarials, el present i els posteriors correlatius, EN DONO FE. ----------

Hi ha la firma del compareixent. Signat: JESUS JULIAN FUENTES MARTINEZ - rubricat i segellat. --------

---

DOCUMENTS UNITS

Josep Peñarroja Fa
Traductor Assermentat

Josep Peñarroja Fa
Traductor Assermentat

CASE 89

Mª Teresa Sirera i Gonzàlez, amb DNI 46.225.984 D, com a Secretària de la Fundació privada Món-3, amb seu a Barcelona, Avgda. Diagonal 690

CERTIFICO:

Que en la reunió extraordinària del patronat de la Fundació del dissabte 14 de gener de 2012 es va acordar que:

"Atesa la Llei 5/2011, del 19 de juliol, de modificació de la Llei 4/2008, del 24 d'abril, del Llibre tercer del Codi civil de Catalunya, relatiu a les persones jurídiques, que obliga al compliment de determinats preceptes a les fundacions catalanes i, tenint en compte que la Llei 5/2011, del 19 de juliol, que modifica l'apartat 1 de la disposició transitòria de la norma esmentada, ha prorrogat el termini de compliment obligatori fins al 31 de desembre de 2012.

Atès també el procés engegat per la Fundació Món-3 d'acreditació per a l'obtenció de la qualificació com a ONGD especialitzada en Desenvolupament Rural i Agricultura davant l'Agència Espanyola de Cooperació Internacional al Desenvolupament (AECID), que exigeix que l'especialització per la qual demana la qualificació consti de manera expressa en els estatuts.

Atès, en fi, el llarg camí recorregut per als actuals estatuts, amb 20 anys d'antiguitat, fortament vinculat a la instrumentació de la gestió fundacional atorgada, prèvia a fenòmens desconeguts en el moment de la creació de la Fundació, com ara la revolució de les TIC's, l'expansió de les xarxes socials, etc.

Sembla pertinent una reforma en profunditat dels estatuts, per adaptar-los, no només a les exigències de l'esmentada Llei 4/2008, o a les demandes de l'AECID pel que fa a la qualificació com a ONGD especialitzada, sinó també per millorar el funcionament intern de l'entitat, la seva capacitat d'adaptació a les circumstàncies canviants de l'entorn i la capacitat de continuar desenvolupant la seva tasca per a l'assoliment dels objectius i les finalitats per a les quals va ser creada.

Atès, en fi, que es va lliurar un primer esborrany dels estatuts de la Fundació al Departament de Justícia de la Generalitat, per tal que informés amb caràcter previ, sobre la pertinència i validesa jurídica dels termes en els que estava redactat, i tenint en compte que, des de l'esmentat Departament, s'han formulat diferents observacions i suggeriments de modificació, aquests han estat incorporats a l'esborrany inicial i

Per tant, el patronat, reunit en sessió extraordinària, amb la presència dels seus set membres, incloses la Presidenta i la Secretària,
Sra. Irene Maestro Yarza, amb DNI 36935498M,

TIMBRE DEL ESTADO

0,03 EUROS

OL4785627

OL6041948

PAPEL EXCLUSIVO PARA DOCUMENTOS NOTARIALES

AR5166976

06/2011

Sra. M.Teresa [illegible] González, amb DNI 46.225.984D,
Sr. Javier Martínez Peñadés, amb DNI 22912466G,
Sr. Xavier Navarro Renau, amb DNI 38490420N,
Sr. Albert Ricart López, amb DNI 37445190V,
Sr. Bernardo Rodríguez Alvarez, amb DNI 11893192F,
Sr. Jose M. Ruiz Vilallonga, amb DNI 46685644Z,

va aprovar per unanimitat la reforma general de l'articulat dels Estatuts, amb el redactat literal que es reprodueix a continuació:

Article 1- La Fundació es denomina "Fundació privada Món-3", fundació subjecta a la legislació de la Generalitat de Catalunya i la resta de l'ordenament jurídic aplicable.

Article 2- La Fundació té personalitat jurídica pròpia i plena capacitat jurídica d'obrar des que queda constituïda legalment, sense altres limitacions que les que imposin expressament les lleis o aquests estatuts.

Article 3 – La Fundació té per objecte l'estudi i la recerca sobre la problemàtica del subdesenvolupament, la mundialització de l'economia i les seves conseqüències des d'un enfocament interdisciplinari, l'educació pel desenvolupament i la cooperació integral pel desenvolupament, tot això adreçat a assolir una societat més justa, solidària i igualitària a nivell mundial.

Article 4- Per al compliment d'aquests fins la Fundació durà a terme les següents activitats:

a) Establir programes d'estudi i recerca sobre el desenvolupament i el subdesenvolupament, la mundialització de l'economia i les seves conseqüències, tant socials com ambientals, econòmiques, polítiques, migratòries, etc;
b) Organitzar activitats de sensibilització a tots els nivells, especialment en l'àmbit educatiu;
c) Oferir serveis mitjançant activitats de formació, accés a recursos i informació general en matèria de cooperació i educació per al desenvolupament, assistències tècniques, etc;
d) Promoure intercanvis d'experiències i informació amb altres institucions i organismes, tant nacionals com estrangers;
e) Dur a terme projectes de cooperació al desenvolupament en els països de menys desenvolupament i del Tercer Món, especialment en l'àmbit del desenvolupament rural i l'agricultura, àmbit d'especialització de la Fundació.
f) I prestar tots aquells serveis a la joventut que puguin contribuir a orientar-la vers la solidaritat, el voluntariat i el compromís social i la cooperació internacionals per al desenvolupament humà.

Article 5 - La Fundació té el seu domicili a la Facultat d'Economia i Empresa de la Universitat de Barcelona, Avinguda Diagonal, 690, de Barcelona.

Article 6 - La Fundació exerceix les seves funcions principalment a Catalunya.

Article 7- Seran beneficiaris de la Fundació totes aquelles persones o institucions susceptibles de ser subjecte o objecte d'accions de solidaritat conducents a actuacions de cooperació al desenvolupament humà i que fomentin el respecte i l'enteniment entre les cultures i els pobles del món, tant al Tercer Món com al nostre país, amb especial atenció als joves d'un i altre lloc, a qui s'adreçaran tots aquells serveis a la joventut que puguin contribuir a orientar-la vers la solidaritat, el voluntariat i el compromís social i la cooperació internacionals per al desenvolupament humà.

Article 8 - La Fundació es regeix per la voluntat dels seus fundadors, manifestada directament o indirectament en aquests Estatuts i a la Carta Fundacional; per les disposicions que, estableix el Protectorat i per les Lleis i Reglaments que li siguin aplicables.

Article 9 - Els bens i les rendes de la Fundació s'entendran afectes i adscrits, d'una manera directa i immediata, a la realització de les finalitats fundacionals, sempre que no es destinin a ampliar la dotació fundacional.

Article 10 - La dotació de la Fundació està constituïda pels bens que s'especifiquen a la Carta Fundacional. No obstant això, es podrà incrementar amb els altres bens i drets de la fundació adquireixi amb aquesta destinació, per qualsevol

Article 11 – Les rendes del capital fundacional i els altres ingressos de la dotació de la Fundació es destinaran, dins dels límits que es vigent, al compliment de la finalitat fundacional.

Article 12 - En el cas que en les aportacions, herències, llegats i especifiques la forma d'adscripció al patrimoni de la Fundació, decidir, a criteri seu, entre integrar-los a la dotació, o destinar-lo realització de les finalitats fundacionals d'acord amb el que disposa

Article 13 - El Patronat tindrà cura que el rendiment del patrimoni qual cosa realitzarà les inversions que la prudència aconselli i podrà d'escassa rendibilitat, havent fet, prèviament si es dóna el cas, els trámits necessaris.

Article 14 - Els exercicis econòmics s'inicien l'u de gener de cada any i finalitzen el trenta-u de desembre. Anualment, i en relació amb el tancament de l'exercici, el Patronat, d'una manera simultània i que reflecteixi la imatge fidel del patrimoni de la Fundació, ha de formular l'inventari i els comptes anuals.

Article 15–

1. Els comptes anuals formen una unitat i han d'estar integrats per:

a) El balanç de situació, en la data de tancament de l'exercici, que ha d'especificar amb claredat els béns o els elements que s'integren en la dotació o són finançats amb aquesta dotació.
b) El compte de resultats.
c) L'estat de canvis en el patrimoni net.
d) L'estat de fluxos d'efectiu.

0L4785626
0L6041947

e) La memòria ... cal s'ha de completar, ampliar i comentar la informació contingudа en el balanç i en el compte de resultats i s'han de detallar les actuacions que s'han fet en compliment de les finalitats fundacionals, i en concret:
Primer. El nombre de beneficiaris i els serveis que aquests han rebut.
Segon. Els recursos procedents d'altres exercicis pendents de destinar, si n'hi ha.
Tercer. El detall de les societats participades majoritàriament, amb indicació del percentatge de participació.

2. Els documents que integren els comptes han de ser aprovats pel Patronat dins els sis mesos següents a la data de tancament de l'exercici i signats pel secretari amb el vist i plau del president.

3. En el termini de trenta dies a comptar de l'aprovació pel Patronat, els comptes s'han de presentar al Protectorat.

Article 16 – 1. La representació, la direcció i l'administració de la Fundació, correspon al Patronat, sense perjudici de la seva facultat de delegar aquelles funcions que permetin les Lleis, en els patrons, o una Comissió Permanent formada per una part d'ells o el director de la Fundació.

2. No es poden delegar les competències següents:
a) La modificació dels estatuts.
b) La fusió, l'escissió o la dissolució de la Fundació.
c) L'elaboració i l'aprovació del pressupost i dels documents que integren els comptes anuals.
d) Els actes de disposició sobre bèns que, en conjunt o individualment, tinguin un valor superior a una vintena part de l'actiu de la fundació, llevat que es tracti de la venda de títols valor amb cotització oficial per un preu que sigui almenys el de cotització. Tanmateix, es poden fer apoderaments per a l'atorgament de l'acte corresponent en les condicions aprovades pel patronat.
e) I totes aquelles que la legislació vigent l'atorga de manera indelegable.

Totes les facultats esmentades s'entenen sense prejudici de l'obtenció de l'autorització del Protectorat, sempre que sigui legalment preceptiva.

Article 17 - El patronat estarà constituït per un nombre mínim de cinc patrons i màxim de trenta-cinc.

Article 18 -
1. La durada del càrrec de Patró serà vitalícia.
2. Les vacants que es puguin produir en el Patronat per baixa dels patrons seran cobertes per designació, per unanimitat, dels patrons restants, si ho consideren oportú o, amb caràcter obligatori, si el nombre de patrons disminuís per sota de les cinc persones.

Article 19 - Els membres de Patronat exerciran el seu càrrec gratuïtament. Tanmateix, podran rescabalar-se de les despeses que l'exercici del càrrec els hagi ocasionat.

Article 20 - El Patronat té les facultats següents:

a) Representar la Fundació dins o fora de judici, en tota classe d'actes i contractes, i davant l'Administració i tercers, sense excepció. Així mateix, elaborar les normes i els reglaments complementaris dels estatuts, quan s'estimi procedent.

b) Atorgar tota mena de negocis jurídics, d'administració, de disposició o de domini, amb les limitacions i amb subjecció a les disposicions legals i a les normes de la Carta Fundacional que els afectin.
c) Formular i aprovar els documents esmentats en aquests estatuts.
d) Dirigir les activitats de la Fundació, administrar els seus bens i aplicar els recursos al compliment dels fins fundacionals.
e) Nomenar i separar el personal que presti treball a la fundació i fixar les seves retribucions. Així també nomenar apoderats generals, amb la denominació de Director o qualsevulla altra, o especials, que representin la Fundació en totes les seves actuacions, amb les facultats necessàries i pertinents en cada cas.
f) Les altres que els atribueixin les disposicions legals i aquests Estatuts.

Totes les facultats esmentades s'entenen sense perjudici de l'obtenció de l'autorització del Protectorat sempre que sigui legalment preceptiva.

Article 21 - 1.- El Patronat es reunirà com a mínim una vegada ... sempre que ho requereixi l'interès de la Fundació.

2.- La convocatòria serà feta pel President per pròpia iniciativa i ... clarament els assumptes a tractar, ho sol·licitin una quarta part ... Patronat. En aquest últim supòsit, s'haurà de convocar la reunió ... requereixin els assumptes a tractar; i, en tot cas, dintre els quinze ... la recepció de la petició.

3. Les reunions han de ser convocades amb un mínim de ... quedarà vàlidament constituït quan concorrin a la reunió ... membres, en primera convocatòria, i cinc en segona convocatòria, i prendrà ... per majoria de vots dels assistents. A cada Patró li correspon un vot i, en cas ... serà decisiu el vot del President de la reunió.

4.- No caldrà que hi hagi convocatòria quan es trobin tots els membres de l'òrgan de govern i acceptin per unanimitat de celebrar sessió.

5.- La manca d'assistència injustificada, durant cinc anys, a més de tres sessions del Patronat, degudament convocades, podrà aquest òrgan entendre-la com a dimissió del Patró.

6.- En iniciar-se les reunions del Patronat es constituirà una taula formada pel President i el Secretari de la Fundació, que presidirà la reunió, donarà entrada als diferents punts de l'ordre del dia i distribuirà els torns de paraula seguint l'ordre estricte de petició d'intervenció per part dels patrons fins que no hi hagi més demandes de l'ús de la paraula. A continuació, i sempre que hi hagi, per imperatiu legal o voluntat explícitament expressada per qualsevol dels patrons, necessitat de pronunciar-se en votació sobre qualsevol assumpte, el President formularà clarament les diferents

PAPEL EXCLUSIVO PARA DOCUMENTOS NOTARIALES

AR5166974

alternatives de votació procedirà a la votació, efectuant el recompte de vots el Secretari, que ho consignarà a l'acta corresponent. L'aprovació de les actes de les reunions seguirà el mateix procediment: es donarà lectura a l'acta per part del President, aquest donarà les paraules que s'hagin demanat per tal d'esmenar, si s'escaigués, allò que correspongués, es procedirà a votació de les esmenes presentades seguint el procediment abans esmentat i, finalment, el Secretari esmenarà o ratificarà l'esborrany d'acta presentat al Patronat, segons hagi estat el resultat de la votació de les diferents esmenes que s'haguessin pogut presentar. L'aprovació de l'acta de cada reunió findrà lloc en la següent reunió del Patronat de la Fundació, com a primer punt de l'ordre del dia, seguint el procediment suara esmentat.

Article 22 - El propi Patronat elegirà, d'entre els seus membres: un President, un Vicepresident, que substituirà al President, en supòsits d'absència, malaltia o impossibilitat, i un Secretari. Podrà designar un President d'Honor en la figura d'una personalitat de reconegut prestigi.

Els membres del Patronat que acompleixen tasques de direcció, de gerència o d'administració poden ser retribuïts per l'exercici d'aquestes activitats en el marc d'una relació contractual, incloses les de caràcter laboral. Ara bé, si en la Fundació concorren les circumstàncies a què fa referència l'article 332-2.1 del llibre tercer del Codi civil de Catalunya, relatiu a les persones jurídiques, els patrons no podran tenir cap tipus de relació laboral o professional retribuïda amb la Fundació.

El director de la Fundació, si hi hagués, ha d'executar els acords del Patronat sense perjudici de les delegacions que aquest òrgan pugui fer. Li correspon, en tot cas, la direcció administrativa de la Fundació, incloent-hi dirigir el personal i portar la comptabilitat.

Article 23 -
El càrrec de patró es pot perdre per:
a) Incompliment manifest de les obligacions inherents a l'exercici del càrrec.
b) Actuar manifestament en contra dels interessos de la Fundació i de les seves finalitats fundacionals.
c) Tenir actituds o comportaments que atentin manifestament contra els principis de la Fundació.

Article 24 -
1.- Correspon al President:
a) Convocar les reunions del Patronat, d'acord amb el que disposa l'article 21, i fixar l'ordre del dia.
b) Dirigir els debats, proclamar el resultat de les votacions i donar per clausurades les sessions.
c) Signar les actes dels acords aprovats pel Patronat juntament amb el Secretari i visar els certificats lliurats pel Secretari.

2.- Correspon al Secretari:
a) Portar i custodiar el llibre d'actes i documentació de la Fundació.
b) Redactar les actes i signar-les juntament amb el president.

c) Lliurar certificats literals, de particulars, o en relació de les actes aprovades amb el vist-i-plau del President.

Article 25 - El Patronat, quan concorrin causes que ho justifiquin, podrà acordar la modificació d'aquests Estatuts, així com la fusió o agregació de la Fundació amb una altra de finalitats anàlogues. En tots aquests casos, serà necessari l'acord de dues terceres parts dels membres del Patronat.

Article 26 -
1.- L'extinció de la Fundació podrà ésser acordada pel Patronat, mitjançant l'acord de dues terceres parts dels membres del Patronat, quan les circumstàncies evidenciïn la necessitat o justificada conveniència de dissoldre-la, tenint sempre en compte la voluntat dels fundadors manifestada a l'acte constitutiu i en aquests Estatuts.

2. L'extinció de la Fundació determina la cessió global de tots els actius i passius, la qual han de dur a terme el Patronat i les persones liquidadores que es nomenin o, si escau, el Protectorat. Aquesta cessió global, un cop determinats l'actiu i el passiu, i amb l'autorització prèvia del Protectorat, es destinarà a les entitats següents:
a) Una fundació, una entitat pública, o una altra entitat sense finalitat de lucre amb uns fins similars als de la Fundació, amb preferència per les del municipi domicili, o, si no n'hi ha, per les de la comarca amb finalitats anàlogues.
b) Altres entitats que autoritzi el Protectorat, si hi manquen [illegible] referència la lletra anterior.

3. En el cas que no es pugui fer una cessió global caldrà procedir [illegible] actius i els passius, i donar a l'haver que en resulti l'aplicació [illegible] anterior.

Article 27 - En tot cas, la presa dels acords previstos en els arti[illegible] execució haurà de subjectar-se a l'aprovació del Protectorat.

Article 28 – Els patrons i les persones indicades en l'article 312-9.3 del llibre [illegible] Codi civil de Catalunya, relatiu a les persones jurídiques, s'abstindran de participar en tot tipus de negocis i activitats financeres que puguin comprometre l'objectiu en la gestió de la Fundació.
Durant els dos anys següents al cessament com a patrons no podran desenvolupar serveis en empreses o societats privades participades per la Fundació.
Anualment, el patronat farà un informe sobre les situacions de conflictes d'interessos que s'hagin pogut produir i les mesures que es van adoptar per assegurar l'objectivitat de les decisions o acords presos. Aquest informe s'incorporarà com annex als comptes anuals de cada exercici.

Disposició final - En allò que no sigui previst en els presents Estatuts, serà d'aplicació les Lleis de Catalunya 4/2008, de 2 d'agost, de fundacions, i 4/2008, de 24 d'abril, del llibre tercer del Codi civil de Catalunya, relatiu a les persones jurídiques, així com les disposicions que en el futur es poguessin promulgar i que les substituïssin, complementin o modifiquin.

0L6041945

0L4785624

06/2011

AR5166973

Així mateix ve sol·licitant a la Secretària de la Fundació realitzar els tràmits pertinents per tal que aquesta modificació sigui inscrita en el Registre corresponent de la Generalitat de Catalunya.

I per a que consti als efectes que s'escaiguin, lliuro aquest certificat.

Barcelona, 14 de gener de 2011

M.Teresa Sirera i Gonzàlez
Secretària

Vist i plau

Irene Maestro i Yarza
Presidenta

Joseph Peñarroja Ta
Traducteur Assermenté

CONCORDA DE FORMA FEFAENT AMB EL SEU ORIGINAL, I PER A LA "FUNDACIÓ PRIVADA MÓN - 3", EXPEDEIXO COPIA ESTESA EN VUIT FOLIS DE PAPER SEGELLAT EXCLUSIU PER A DOCUMENTS NOTARIALS, DE LA MATEIXA SÈRIE QUE EL PRESENT I NUMERATS ELS ANTERIORS EN ORDRE CORRELATIU ASCENDENT, DEL QUE JO EL NOTARI, SIGNO, RUBRICO I SEGELLO. EN BARCELONA EL DIA VINT-I-QUATRE DE GENER DE DOS MIL DOTZE. EN DONO FE. ----------

TIMBRE DEL ESTADO

0,03 EUROS

TRES CÉNTIMOS DE EURO

D.A. 3ª L.8/89 Document no subjecte
(Instrument sense quantia)

Generalitat de Catalunya
Departament de Justícia
Direcció General de Dret i d'Entitats Jurídiques

Feig constar que per la Resolució del director general de Dret i d'Entitats Jurídiques (Per delegació de la persona titular del Departament de Justícia, segons Resolució JUS/1411/2005, d'11.04.2005, DOGC 4382 d'11.05.2005), que es consigna més avall, s'aprova i s'inscriu, en el Registre de Fundacions de la Generalitat de Catalunya, l'adaptació a la Llei 4/2008, de 24 d'abril, del llibre tercer del Codi civil de Catalunya, relatiu a les persones jurídiques, i la modificació dels estatuts de la Fundació que tot seguit s'esmenta, als efectes com el text refós resultant.

Nom de la Fundació
Fundació Privada Món-3

Núm. d'inscripció 843

Data Resolució 15/02/2012

La Responsable de publicitat registral

Data 17 de febrer de 2012

0L6041944

0L4785623